

## **Soutenons les migrants de la gare de Strasbourg !**

Depuis juin 2017, entre 100 et 150 migrants campent derrière la Gare de Strasbourg. Parmi elles/eux, figurent de nombreuses familles, notamment avec des enfants en bas âge et des femmes enceintes. Leur situation administrative varie : on y retrouve des demandeurs d'asile, des déboutés de la demande d'asile, tous-tes majoritairement originaires de l'Europe de l'Est.

Les conditions d'hébergement sont déplorables : les tentes sont surchargées et en très mauvais état, certain-es dorment à même le sol, un nombre insuffisant de sanitaires, une absence de douches, un seul point d'eau à l'entrée du campement. De plus, les conditions météorologiques n'arrangent pas la situation. En effet, les familles ne disposent pas de vêtements adaptés au froid qui arrive. Par conséquent, les maladies se propagent et circulent très rapidement. Ainsi, les enfants et les femmes enceintes voient leur vulnérabilité augmentée.

Certain.es d'entre elles/eux parlent allemand, d'autres anglais mais ils/elles sont majoritairement non francophones. Cette barrière de la langue augmente d'autant plus les difficultés qu'ils/elles peuvent rencontrer au niveau des démarches qu'ils/elles peuvent entreprendre auprès des institutions.

L'Office Français de l'Immigration et de l'Intégration (OFII) est censée prendre en charge l'hébergement des demandeurs d'asile pendant toute la durée de la procédure. Pourtant, nous constatons que cette prise en charge est clairement limitée et laisse des familles entières à la rue. Il en est donc de la responsabilité de l'Etat de donner les moyens à l'OFII d'assumer l'accompagnement de ces personnes afin qu'elles puissent accéder à des conditions de vie décentes et dignes.

S'ajoute à cela, la pression policière omniprésente autour du campement. En effet, un futur père de famille s'est fait contrôler, a été arrêté aux alentours du campement puis placé dans un centre de rétention à Metz alors que sa demande d'asile est en cours en France. De plus, il s'est fait confisquer tous les justificatifs de demande d'asile de sa famille par les forces de l'ordre.

Cette situation locale s'inscrit dans un contexte national et européen où rien qu'en France, seuls 38,1% des demandes d'asile aboutissent à un statut de réfugié ou à une protection subsidiaire en 2016. Alors que des milliers de personnes meurent sur les chemins de l'exil, notamment en Méditerranée et malgré toutes les difficultés rencontrées, elles se heurtent à un mur une fois arrivés dans le pays d'accueil.

Bien qu'en premier lieu, ce soit à l'Etat de prendre en charge une partie de ces personnes, notamment les demandeurs d'asile, il revient à la Mairie d'assurer leur hébergement d'urgence.

Afin de faire face à cette situation insupportable et inhumaine, les associations locales se mobilisent le plus possible et viennent en aide à ces personnes en détresse. Et cela, malgré les moyens insuffisants dont elles disposent.

Ce jeudi 21 septembre a lieu la décision de l'Eurométropole quant à l'expulsion de ce campement. Des dizaines de familles risquent la séparation et l'errance. Il est indispensable de se mobiliser, peu importe la décision.

Nous exigeons des pouvoirs publics qu'ils réagissent et prennent leurs responsabilités face à cette situation inacceptable. Et nous appelons également la société civile à se montrer solidaire avec ces personnes dans l'épreuve qu'elles traversent.

Premières signatures : Food Not Bombs Strasbourg – CLASH – SNESUP-FSU de l'Université de Strasbourg – ATMF Strasbourg – AFA Strasbourg – Solidaires Etudiant.e.s Strasbourg – Punkroutine – CNT-STP Strasbourg – Sud Education Alsace – MRAP Strasbourg